

Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions



Assainissement rural en Afrique : Défis, bonnes pratiques et moyens d'aller de l'avant

Compilé par Jamie Myers

Numéro 12, janvier 2019,

CLTS Knowledge Hub at



Institute of
Development Studies

www.communityledtotalsanitation.org



À propos de la CLTS Knowledge Hub

Les travaux de l'IDS soutiennent l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) depuis ses tout débuts. L'ATPC est maintenant devenu un mouvement international pour lequel l'IDS s'est imposé comme la plateforme officielle du savoir.

La CLTS Knowledge Hub s'attache à mieux comprendre les réalités du terrain concernant les pratiques de l'ATPC et à découvrir, partager et promouvoir les bonnes pratiques, les idées et les innovations permettant d'arriver à une mise à l'échelle sur la durée. Nous nous efforçons de faire en sorte que la communauté ATPC reste bien connectée et soit tenue informée en lui offrant un espace propice à la réflexion, l'apprentissage continu et l'échange de connaissances. Nous travaillons en collaboration avec des praticiens, des décideurs, des chercheurs et autres acteurs qui œuvrent au développement et à l'assainissement avec les communautés associées.

En fin de compte, le but fédérateur de la plateforme est de contribuer à la dignité, à la santé et au bien-être des enfants, des femmes et des hommes du monde en développement qui souffrent actuellement des conséquences d'un assainissement insuffisant, voire totalement absent, et d'un manque d'hygiène.

[Photo de couverture](#)

ILLUSTRATION PAR JAMIE EKE

Assainissement rural en Afrique : Défis, bonnes pratiques et moyens d'aller de l'avant

**Compilé par Jamie Myers, Institute of Development Studies
Version provisoire**

Citation correcte : Myers, J. (ed.) (2019) « Assainissement rural en Afrique : Défis, bonnes pratiques et moyens d'aller de l'avant », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions 12*, Brighton : IDS

Première édition en 2019

© Institute of Development Studies 2019

Droits réservés – pour en savoir plus, voir la licence sur les droits d'auteur.

ISBN 978-1-78118-513-1

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter :

CLTS Knowledge Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)1273 606261

Courriel : CLTS@ids.ac.uk

Web : www.communityledtotalsanitation.org

Cette série fait l'objet d'une licence de type BY-NC-ND 3.0 Unported de Creative Commons (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/>).

Attribution (BY) : Vous devez attribuer les travaux de la façon spécifiée par l'auteur ou le détenteur de la licence.

Non commercial (NC) : Vous ne pouvez pas utiliser ces travaux à des fins commerciales.

No Derivative Works (ND) : Vous ne pouvez pas modifier, transférer ou compléter ces travaux.

Les utilisateurs ont le droit de copier, distribuer, afficher, traduire ou mettre en scène ces travaux sans autorisation écrite. En cas de réutilisation ou de distribution, vous devez indiquer clairement aux tiers les conditions de licence associées à ces travaux. Si vous utilisez ces travaux, vous êtes prié de faire mention du site web de l'ATPC (www.communityledtotalsanitation.org) et d'envoyer un exemplaire de vos travaux ou un lien à leur utilisation en ligne à l'adresse suivante : CLTS Knowledge Hub, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni (CLTS@ids.ac.uk).

Le présent document a été financé par l'Agence suédoise pour le développement international, SIDA. La SIDA ne partage pas nécessairement les avis exprimés dans ce document. La responsabilité pour son contenu incombe exclusivement à l'auteur.



Remerciements

Bien que ce numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* ait été compilé par Jamie Myers, il s'inspire de comptes rendus d'atelier, de blogs, de vidéos et de témoignages de chasseurs-cueilleurs regroupant plus de 80 contributions venues de tout le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) en Afrique. Les deux ateliers sur lesquels s'appuie cette publication n'auraient pas été possibles sans le soutien de WaterAid, du WSSCC et de l'UNICEF ainsi que l'AGETIP, la SNV et tous les participants.

Le lecteur pourra trouver un complément d'information en consultant : www.communityledtotalsanitation.org/regional-africa-sharing-and-learning-workshops-2018

Cette publication a été révisée par des pairs, à savoir Jane Bevan, Sue Cavill, Gaëlle Fohr et Naomi Vernon. Elle a aussi bénéficié des contributions d'une variété de personnes travaillant sur les interventions qui y sont évoquées. Nous adressons à toutes et tous nos plus vifs remerciements.

Assainissement rural en Afrique :

Défis, bonnes pratiques et moyens d'aller de l'avant

Introduction

Des progrès considérables ont été faits dans les zones rurales grâce à l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) et à d'autres approches d'assainissement rural dont il convient de se réjouir. Dans certains pays, nous constatons que les interventions communautaires engendrent la fin de la défécation à l'air libre (FDAL) à diverses échelles administratives, par exemple des comtés entiers au Kenya, des districts en Zambie et des circonscriptions locales (LGA) au Nigéria. Toutefois, les Objectifs de développement durable (ODD) ont mis la barre plus haut du point de vue de la couverture d'une part mais aussi du niveau de service requis. Beaucoup de stratégies nationales pour l'ATPC ont été élaborées à l'époque de la définition des Objectifs du Millénaire pour le développement et des révisions ont donc été nécessaires pour tenir compte du recentrage imposé par les ODD, la Déclaration de Ngor (voir page 3) et la meilleure idée que le secteur se fait désormais de notions telles que l'équité et la viabilité à long terme.



Ada Oko-Williams, WaterAid International, présente une perspective régionale lors de l'atelier sur l'assainissement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Crédit photo : Elaine Mercer

Pour arriver à un assainissement universel géré de manière sûre dans toute l'Afrique d'ici à 2030, il faut augmenter massivement la vitesse et l'ampleur des progrès accomplis. Sachant cela, en préparation de l'AfricaSan 5, la CLTS Knowledge Hub basée à l'Institute of Development Studies a coorganisé deux ateliers régionaux sur l'assainissement rural. Les deux événements ont réuni les personnes impliquées dans des programmes d'EAH en milieu rural dans différents pays du continent aux côtés d'experts travaillant aux niveaux régional et mondial. Le premier atelier, soutenu par la SNV, s'est déroulé à Arusha, en Tanzanie, du 16 au 20 avril 2018, et il a réuni les parties prenantes de huit pays d'Afrique de l'Est et australe¹. Le second s'est tenu à Saly, au Sénégal, du 25 au

¹ Burundi, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Tanzanie et Zambie.



Participants à l'atelier sur l'assainissement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Crédit photo : Elaine Mercer

28 juin 2018, et il était coorganisé avec WaterAid, le WSSCC et l'UNICEF avec le concours de l'AGETIP ; il a réuni des représentants de 14 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre². Le but des deux manifestations était de redynamiser le partage et l'apprentissage inter-organisationnels et inter-pays à l'échelle régionale et d'arriver à un consensus sur les moyens d'aller de l'avant à l'approche de l'AfricaSan et au-delà.

Ce numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* s'appuie sur les discussions qui se sont déroulées lors de ces deux manifestations. Il commence en recensant les défis auxquels sont confrontés les agents de mise en

œuvre de programme (qu'ils soient fonctionnaires ou non gouvernementaux) à différents niveaux vis-à-vis des engagements de la Déclaration de Ngor et de l'atteinte d'un accès universel à un assainissement géré en toute sécurité. Toute une gamme d'initiatives qui se révèlent prometteuses sont ensuite présentées pour relever ces défis – cette liste est conçue pour être lue comme un catalogue d'idées susceptibles d'inspirer les acteurs, qui pourront les adapter à différents contextes nationaux. La publication se termine en proposant des actions prioritaires recommandées.

Le lecteur trouvera toute une gamme de ressources supplémentaires, y compris des notes d'apprentissage, des vidéos, des blogs et des témoignages de chasseurs-cueilleurs ici : <http://www.communityledtotalsanitation.org/regional-africa-sharing-and-learning-workshops-2018>. Pour obtenir un complément d'information sur l'un quelconque des exemples évoqués ci-dessous, veuillez contacter CLTS@ids.ac.uk.

Les engagements de la Déclaration de Ngor

La Déclaration de Ngor sur l'hygiène et l'assainissement a été signée par les ministres africains le 27 mai 2015 lors de l'AfricaSan 4 à Dakar, au Sénégal, afin de remplacer la déclaration de Thekwani. La nouvelle Déclaration est constituée de dix engagements (voir l'Encadré 1) qui entendent soutenir l'obtention de l'accès universel à des services adéquats et durables d'hygiène et d'assainissement et mettre fin à la défécation en plein air d'ici à 2030. Le Secrétariat du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), avec le soutien du Groupe d'action

² Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Ghana, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo.

international de l’AfricaSan, suivra régulièrement les progrès accomplis par les États membres, publiera des instantanés et des comptes rendus régionaux et continentaux et rendra compte des progrès accomplis aux réunions des Chefs d’États de l’Union africaine. Le système de suivi a été élaboré sur la base des enseignements tirés des processus eThekwini. Durant l’AfricaSan 5, le point de départ de chaque engagement sera présenté.

Encadré 1 : Les engagements de la Déclaration de Ngor

1. Mettre l’accent sur les plus pauvres, les plus marginalisés et les personnes n’ayant pas accès aux services d’hygiène et d’assainissement, dans le but d’éliminer progressivement les inégalités dans l’accès et l’utilisation des services et mettre en œuvre des stratégies locales et nationales mettant l’accent sur l’équité et la durabilité.
2. Mobiliser des soutiens et ressources au niveau politique le plus élevé pour l’hygiène et l’assainissement afin de prioriser l’hygiène et l’assainissement dans les plans de développement nationaux.
3. Établir et faire le suivi des lignes budgétaires dédiées à l’hygiène et l’assainissement qui augmentent annuellement afin d’atteindre l’objectif minimum de 0,5 % du PIB d’ici à 2020.
4. S’assurer d’un leadership fort et d’une coordination à tous les niveaux pour une gouvernance durable de l’hygiène et de l’assainissement à travers les secteurs, plus particulièrement ceux de l’eau, de la santé, de la nutrition, de l’éducation, du genre et de l’environnement.
5. Élaborer et financer des stratégies afin de combler les déficits de ressources humaines dans le secteur de l’hygiène et l’assainissement à tous les niveaux.
6. Assurer la fourniture de services d’assainissement inclusifs gérés en toute sécurité et d’infrastructures fonctionnelles de lavage des mains dans les lieux et institutions publics.
7. Éliminer progressivement les déchets non traités en encourageant leur utilisation à des fins productives.
8. Habilitier et engager le secteur privé dans le développement de produits et services d’hygiène et d’assainissement innovants, plus particulièrement pour les marginalisés et les personnes qui n’ont pas accès.
9. Mettre en place des systèmes de suivi, de rapportage, d’évaluation, d’apprentissage et de revue pilotés par les gouvernements.
10. Participer activement aux processus AfricaSan de l’AMCOW et mettre en œuvre les conclusions qui s’en dégagent.

Alors que la communauté africaine de l’assainissement se réunit de nouveau pour l’AfricaSan 5 afin de discuter de ces engagements de haut niveau, nous présentons des défis et des exemples qui font référence à des moyens susceptibles de contribuer à des engagements précis. Nombre de ces engagements se chevauchent et se renforcent mutuellement. Pour éviter les répétitions, les thématiques ont été regroupées et couvrent souvent plusieurs engagements au lieu d’examiner tour à tour chaque engagement individuel.

Défis

Ces défis sont ceux mis en lumière par les participants aux ateliers qui travaillent en Afrique subsaharienne (voir IDS 2018a et IDS 2018b) – comme toute généralisation, la gravité de ces défis variera en fonction des régions et des pays. Certains seront plus pertinents dans certains contextes que dans d’autres.

Inclure les populations les plus pauvres, les plus marginalisées et non desservies ou le « dernier kilomètre »³

Engagements 1, 6, 7 et 9



³Bien qu'il soit fait référence au « dernier kilomètre » tout au long de cette publication, il est important de souligner que, dans de nombreux pays du continent, il y a encore un nombre gigantesque de gens qui pratiquent la défécation à l'air libre : 47 millions au Nigéria, 27 millions en Éthiopie, 14 millions au Niger, 11 millions à Madagascar et 10 millions au Mozambique. Toutefois, il est tout de même important que ces questions liées au « dernier kilomètre » soient abordées et traitées à ce stade de façon à ne pas manquer de temps et pour veiller à ce que les personnes qui vivent dans les environnements les plus hostiles ne soient pas mises aux oubliettes. Par ailleurs, les problèmes liés au « dernier kilomètre » deviendront sans doute de plus en plus pertinents à mesure que nous avancerons vers la mise en œuvre d'approches sectorielles qui ont besoin de résultats sur tout un secteur.

de l'obtention d'un soutien au plus haut niveau politique à l'élaboration, au suivi et au décaissement des budgets constitue un défi de taille. Il n'y a pas suffisamment de ressources intérieures attribuées à l'assainissement et, bien souvent, il y a trop de dépendance envers les fonds des bailleurs. Lorsque des fonds publics sont disponibles, il faut plus d'équilibre entre le paiement des salaires et la mise en œuvre des programmes. Un chiffrage réaliste s'impose pour atteindre les objectifs et honorer les projets.

Coordination

Engagement 4

Dans certains pays, un manque de coordination au sein des différents services gouvernementaux et chez les partenaires du gouvernement et du développement au niveau national et infranational débouche sur l'adoption de différentes approches qui peuvent se fragiliser entre elles – par exemple, l'emploi de programmes de subventions matérielles classiques érode constamment les efforts déployés pour mettre l'accent sur les changements dans les normes sociales et les comportements ainsi que les approches sectorielles à grande échelle (IDS, 2018b). Par ailleurs, les définitions (de termes comme FDAL, assainissement amélioré ou encore services gérés en toute sécurité) varient d'un pays à l'autre et au sein même des pays, ce qui rend les comparaisons difficiles.

Capacités et ressources humaines

Engagements 1, 5 et 9

On déplore un manque de capacités pour soutenir la mise en œuvre, le suivi ou les progrès et la durabilité à l'échelle aux niveaux appropriés (communes/districts). Le manque de personnel qualifié, un budget insuffisant pour le renforcement des capacités et de fréquents mouvements du personnel constituent aussi des obstacles à la qualité de la mise en œuvre. Les limites des capacités publiques entraînent souvent une dépendance excessive envers des bénévoles communautaires, ce qui affecte la qualité de la mise en œuvre à grande échelle et la durabilité des résultats.

Mobilisation du secteur privé

Engagements 1 et 8

Il existe encore bien des obstacles au dialogue et au travail avec le secteur privé et à sa mobilisation. À ce jour, les initiatives d'assainissement fondées sur le marché en sont encore à leurs balbutiements et, pour l'heure, elles n'ont pas encore permis à beaucoup de ménages très pauvres de progresser le long de l'échelle d'assainissement, que ce soit en Afrique de l'Est et australe ou en Afrique de l'Ouest et du Centre. Peu de solutions efficaces ont été trouvées dans les zones où les matériaux de construction sont rares.

Suivi et évaluation

Engagements 1 et 9

Le suivi-évaluation à grande échelle a besoin d'être considérablement amélioré. La plupart des systèmes nationaux (y compris les systèmes d'information de gestion) ne permettent pas de recueillir d'informations sur les groupes vulnérables ou défavorisés, ou sur les communautés qui ne sont pas faciles à joindre. La fiabilité des données est souvent douteuse, ce qui entraîne des problèmes d'incohérences entre les données issues des systèmes nationaux de contrôle et celles provenant d'autres efforts de suivi-évaluation. Par ailleurs, il existe un décalage entre les données actuelles et les réalités du terrain.

Apprentissage et adaptation

Engagements 9 et 10

Là où des données de contrôle ont effectivement été collectées, il est rare qu'elles soient utilisées à bon escient, avec un retour limité en lien avec les politiques et la mise en œuvre, et peu d'analyse de ce qui donne ou non de bons résultats et peu d'échanges sur les nouvelles pratiques prometteuses. Il existe un fossé entre les participants anglophones et francophones (aucun participant lusophone n'a assisté aux ateliers). Les ressources de la plupart des partenaires de gestion des connaissances axés sur l'EAH qui interviennent aux niveaux mondial ou continental sont uniquement disponibles en anglais (Uytewaal, 2016), ce qui isole les praticiens francophones. Les documents traduits ne sont pas nécessairement connus au niveau du terrain car les réseaux de dissémination des organisations francophones sont plus faibles.

À ce jour, la participation au processus AfricaSan varie entre les pays et il convient de souligner que ceux qui ont des niveaux plus élevés de participation affichent de meilleurs résultats en termes de diminution de la défécation en plein air (Coombes et al., 2015).

Innovations et exemples positifs

Les défis évoqués plus haut sont vastes et il n'existe pas toujours de réponse. Ci-dessous figurent quelques exemples d'expériences et d'innovations qui ont le potentiel de surmonter certains de ces obstacles.

Les approches inclusives/du dernier kilomètre

Engagement 1

Ci-dessous figurent des exemples de programmes qui facilitent les mécanismes de soutien communautaire

à l'égard de ceux qui ont des ressources limitées et qui pourraient requérir une adaptation supplémentaire des installations, deux options qui peuvent contribuer à renforcer les résultats sur le plan de l'équité et l'inclusion. Le lecteur trouvera aussi des exemples de stratégies précises qui ont été conçues pour tenir compte des besoins de communautés spécifiques ou de ménages particuliers au sein d'une communauté.

Fonds de solidarité : Dans le programme du Fonds mondial pour l'assainissement du Sénégal, l'identification, le soutien et le suivi du processus ATPC sont gérés par les Associations pour le développement du village (ADV), constituées de membres de la communauté. Parmi les étapes clés du processus, on peut citer :

1. La sélection par les ADV des critères qui permettent d'identifier ceux qui ont besoin d'un soutien pour construire et entretenir des toilettes hygiéniques (p. ex. femmes enceintes, personnes âgées, handicapées ou en situation de pauvreté chronique, etc.) ;
2. L'établissement d'un fonds de solidarité à partir d'activités génératrices de revenus et de contributions régulières par les membres de la communauté. Ces fonds sont générés par les communautés et leur appartiennent, même si le programme peut compléter le capital de départ au moyen d'un fonds tournant, qui est généralement remboursé au bout de 4 à 6 mois ;
3. La fourniture de prêts (à un taux d'intérêt décidé par les communautés) à tous les membres des ADV. Certains ont accepté un don partiel ou total de toilettes aux ménages identifiés par les ADV comme ayant véritablement besoin d'assistance ;
4. Le suivi de l'utilisation des fonds par le comité, avec arbitrage par le maire local ou des agents du district, en cas de besoin.

À ce jour, 627 fonds de solidarité ont été établis, plus de 25 millions de francs CFA (environ 43 000 USD) ont été épargnés et 10 800 toilettes améliorées ont été construites avec des ressources générées par le biais de ces fonds.

Cercles de dialogue : Plan Malawi utilise des « cercles de dialogue » pour identifier les problèmes d'équité et d'inclusion à l'issue du déclenchement. Chaque cercle compte 20 participants, y compris un chef ou une personne d'influence et dix personnes vulnérables (p. ex. des personnes handicapées physiques, des personnes malvoyantes et des femmes enceintes). Parmi les



autres participants figurent des leaders naturels, les coordonnateurs de santé du village, des personnes issues de ménages ayant un membre de la famille ou des voisins en situation précaire. Le but consiste à promouvoir une meilleure appréciation des défis auxquels sont confrontées les personnes vulnérables en évaluant la situation des ménages et en soutenant l'élaboration de solutions locales. Cette approche est désormais mise à l'échelle par le biais de la plateforme de travail en réseau des ONG du Malawi, WESNET (Water and Environmental Sanitation Network). Voir : Kaitane, 2018 (voir aussi Plan International et WEDC, 2015).

Stratégies pour les groupes difficiles à toucher :

Stratégie d'assainissement propre aux communautés vivant sur les plages et les îles, Lac Victoria, Kenya : Après avoir conclu que l'utilisation d'une approche ATPC classique était inefficace dans les communautés vivant à proximité du Lac Victoria, le département de la santé du comté de Siaya et l'UNICEF ont préparé une stratégie d'assainissement particulière pour les communautés vivant sur les plages et les îles. La stratégie comprend :

- Évaluation et préparation : collecte des données de référence, analyse de la situation en matière d'assainissement, analyse des parties prenantes, examen des succès précédents et compilation des informations contextuelles ;
- Sensibilisation préalable au déclenchement ;
- Déclenchement : déclenchement communautaire, planification de l'action communautaire et évaluation du besoin d'un plaidoyer et d'une planification de l'action sur le plan institutionnel ;
- Suivi et contrôle ;
- Vérification, certification et célébration.



Plage de Kamariga, sous-comté de Rarieda, Comté de Siaya. Crédit photo : UNICEF Kenya

- Au Ghana, les tableaux de la ligue de l'ATPC servent à créer une émulation entre les districts afin d'améliorer la couverture de l'assainissement rural. Tous les trimestres, un tableau montrant les améliorations dans chaque district est publié.
- En Tanzanie et en Ouganda, les principaux indicateurs de performance des inspecteurs sanitaires sont liés aux efforts d'assainissement.

Augmenter les budgets

Engagements 2, 3, 5 et 9

L'UNICEF au Kenya et le WSSCC au Nigéria et en Ouganda ont fait pression pour lever des ressources et ont plaidé pour une allocation budgétaire destinée à la programmation de l'assainissement.

Mobilisation de ressources pour la mise à l'échelle de l'assainissement au Kenya

Pour accroître les capitaux humains et financiers, UNICEF Kenya a usé de son influence pour lever des ressources publiques dans quatre comtés (Kitui, Migori, Siaya et Turkana). Des réunions de plaidoyer de haut niveau ont eu lieu avec le personnel compétent des comtés (gouverneurs, comités exécutifs, ministre de la Santé, responsable en chef de la santé et directeur de la santé) lors desquelles il a été fait un point de la situation de l'assainissement dans ces comtés avant de présenter des informations sur les bienfaits économiques de l'obtention du statut FDAL. L'UNICEF a ensuite encouragé le comté à publier une lettre officielle d'engagement. Des feuilles de route chiffrées et très détaillées au niveau des comtés ont ensuite été élaborées rapidement par l'équipe chargée de la santé publique du comté. La préface de ces feuilles de route a été rédigée par les gouverneurs ou les Comités exécutifs du comté comme moyen de démontrer un engagement formel.

À ce jour, les comtés ont fourni des salaires aux agents de santé publique, des bourses aux volontaires de la santé communautaire, du carburant et/ou des frais de révision pour les motos et les véhicules destinés à effectuer des recherches dans des villages éloignés et des indemnités journalières/de subsistance pour les équipes de mise en œuvre impliquées dans le processus ATPC. Par exemple, dans certains cas, les autorités du comté ont financé le déclenchement et un suivi régulier par du personnel et des volontaires tandis que l'UNICEF finançait la formation de facilitateurs ATPC, des systèmes d'information de suivi et le processus de vérification et de certification.

Dans les quatre comtés, les autorités ont contribué à hauteur de 1 308 368 USD (exercice 2017/2018) et la contribution de l'UNICEF s'est élevée à 176 428 USD (année civile 2018). Kitui et Siaya sont désormais FDAL.

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter : jaubriot@unicef.org

Mobiliser un financement en Ouganda et au Nigéria : Plusieurs programmes soutenus par le Fonds mondial pour l'assainissement (GSF) du WSSCC en Afrique ont connu de récents succès dans la mobilisation de fonds publics. En 2016, le gouvernement de l'Ouganda s'est engagé à contribuer 2 millions USD au Fonds pour l'assainissement de l'Ouganda (USF) – un mécanisme national de financement pour l'ATPC géré par le ministère de la Santé qui décaisse des fonds publics aux services de santé des collectivités locales. Jusqu'ici, un total de 120 000 USD (450 millions UGX) a été canalisé pour mettre un terme à la défécation en plein air dans huit districts de la région hostile du Karamoja. Au Nigéria, les autorités de l'État de Benue ont récemment décaissé 120 000 USD pour mettre le programme à l'échelle dans trois LGA supplémentaires sur un engagement total de 2,2 millions USD.

Pour obtenir un complément d'information sur l'Ouganda, veuillez contacter David Mukama (mukamadm@yahoo.co.uk) et sur le Nigéria, Nanpet Chuktu (Nanpet.chuktu@united-purpose.org).

Lavage des mains

Engagements 4, 6 et 8



Un exemple de tippy tap observé durant la visite d'étude lors de l'atelier sur l'assainissement rural en Afrique de l'Est et australe. *Crédit photo* : Elaine Mercer

L'ODD 6.2 et la Déclaration de Ngor ne sont pas exclusivement axés sur les toilettes ; ils font tous les deux expressément référence à l'hygiène. Le programme Assainissement durable et hygiène pour tous de la SNV a des expériences pertinentes à partager concernant le déclenchement de changements relatifs aux comportements et aux infrastructures de lavage des mains.

Déclenchement en faveur du lavage des mains

SNV Tanzanie a formé des agents sanitaires à l'utilisation d'un déclenchement qui joue sur la corde sensible durant les séances de vaccination des nourrissons assurées aux centres de soins dans le but de sensibiliser l'opinion à l'importance que revêt le lavage des mains avec du savon pour les femmes enceintes, les mères et les aidants. Une mère est priée de changer la couche de son bébé et de nettoyer les fèces du nourrisson devant toutes les personnes qui vont la queue pour faire vacciner leur enfant, avant de leur distribuer des biscuits sans se

laver les mains. Les membres du public qui assistent à cette pratique non hygiénique refusent de prendre un biscuit. Le personnel de la clinique leur demande ensuite pourquoi ils ont refusé le biscuit, ce qui aurait pu être fait

différemment et quels sont les moments critiques pour se laver les mains avec du savon. Une enquête réalisée dans le district de Misugwi en 2018 a signalé que le nombre de ménages qui pratiquent le lavage des mains avec du savon est passé de 20 à 40 pour cent (Rieiro, 2019).

Progresser le long de l'échelle d'assainissement : Au lieu de se concentrer exclusivement sur les toilettes en Zambie, la SNV a soutenu la dissémination d'une nouvelle technologie à moindre coût pour le lavage des mains dans sept districts. Le modèle est fabriqué en métal et il est plus durable que le « *tippy tap* » sommaire (Institute of Development Studies, 2018a). Par ailleurs, en Éthiopie, des expositions itinérantes animées par des artisans et des entrepreneurs ont été organisées lors desquelles étaient proposés différentes options de postes de lavage des mains ainsi que des modèles de latrine. Voir : Simangolwa, 2018.

Approches de suivi et d'apprentissage

Engagements 9 et 10

Diverses approches pertinentes et opportunes en matière de suivi et d'apprentissage peuvent contribuer à faire en sorte que les responsables politiques et les praticiens soient en mesure de se tenir informés et de réagir aux réalités du terrain.

Réunions infrarégionales de suivi des engagements de la Déclaration de Ngor : En septembre et octobre 2018, le Conseil des ministres africains de l'eau a tenu quatre réunions infrarégionales pour l'Afrique de l'Est, australe, de l'Ouest et du Centre. Les assemblées réunissaient des représentants du gouvernement, des partenaires du développement et des membres de la société civile pour permettre une auto-analyse nationale, un apprentissage auprès des tiers et une planification des actions futures dans le cadre des engagements de la Déclaration de Ngor. Deux des quatre principaux objectifs consistaient à amorcer une occasion d'apprentissage entre pairs et un échange de connaissances au sein des régions afin de réfléchir aux leçons apprises pour identifier des priorités nationales de planification et élaborer des projets nationaux, y compris des plans d'actions et des calendriers (AMCOW, 2019a ; AMCOW 2019b ; AMCOW 2019c et AMCOW 2019d).

Ateliers régionaux de partage et d'apprentissage : Les deux ateliers régionaux sur lesquels s'appuie cette publication sont aussi des exemples d'une approche d'apprentissage orientée sur l'action. Le but fédérateur était de réfléchir et d'échanger sur les toutes dernières expériences, d'améliorer les capacités et les connaissances dans la région, de soutenir un dialogue plus robuste entre les principaux acteurs et de contribuer à l'identification de méthodes efficaces pour renforcer les politiques et les pratiques. Les comptes rendus des ateliers rédigés par les facilitateurs et les participants recommandaient différentes actions en matière de politiques et de pratiques et, après les manifestations, les premiers

rapports ont été rapidement préparés et diffusés aux participants pour veiller à maintenir la dynamique (le compte rendu de l'atelier pour l'Afrique de l'Est et australe a été préparé et partagé en moins d'une semaine). Les participants se sont aussi engagés à rapporter les discussions et l'apprentissage dans leurs organisations et leurs pays respectifs afin de garantir la dissémination auprès des acteurs pertinents.



Brise-glace lors de l'atelier sur l'assainissement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre. *Crédit photo* : Elaine Mercer



Identification des problèmes propres à une région ou un pays lors de l'atelier sur l'assainissement rural en Afrique de l'Est et australe. *Crédit photo* : Elaine Mercer

L'IDS, le WSSCC et différents niveaux de l'administration indienne ont également tenté d'organiser des ateliers comparables entre le personnel des autorités locales. Baptisés **ateliers d'Apprentissage rapide par l'action** (acronyme anglais RAL), ces réunions permettaient aux districts (unités administratives locales) de se rassembler pour échanger, apprendre et planifier la mise en œuvre de la Mission Swachh Bharat. Des notes d'orientation pour organiser et faciliter des manifestations semblables ont été préparées (voir Chambers et al., 2018).

Apprentissage émergent en temps réel : Conscient du fait que les réalités rurales sont complexes, multiples, désordonnées et souvent en rapide mutation, le Fonds mondial pour l'assainissement (GSF) a introduit l'approche d'Apprentissage émergent en temps réel (acronyme anglais RTEL) dans cinq programmes, dont quatre déployés en Afrique, plus précisément au Bénin, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal. L'objectif de l'approche RTEL était d'encourager et de créer des occasions d'apprentissage en temps réel. L'approche conjugait la

rédaction par les parties prenantes de micro-récits sur les pratiques courantes, des réunions ou ateliers pour prendre le temps de réfléchir à l'apprentissage ou encore un partage de l'apprentissage avec d'autres praticiens par le biais d'un groupe restreint Facebook. Les activités précises variaient d'un pays à un autre, chaque programme décidant de ce qui donnait les meilleurs résultats pour eux, c'est-à-dire la meilleure façon d'apprendre, les thématiques à privilégier, etc. Ainsi par exemple, les quatre pays ont choisi l'égalité et la non-discrimination comme thème d'apprentissage prioritaire.

Les groupes Facebook facilitent les échanges en temps réel (y compris durant des visites d'exposition et d'apprentissage inter-pays), permettent d'avoir instantanément accès à de la documentation, des photos et des vidéos, permettent d'identifier plus rapidement les questions, pratiques, l'apprentissage et les opportunités émergentes et offrent une plateforme de conseil entre pairs. Chaque groupe compte approximativement 150 membres, y compris des bénéficiaires de deuxième rang (les partenaires locaux de mise en œuvre), des organismes d'exécution (ceux qui gèrent le GSF dans le pays) et, dans certains cas, des représentants du gouvernement et des bailleurs de fonds. Le groupe du Programme d'assainissement et d'hygiène du Kenya (acronyme anglais KSHIP), par exemple, comprend des sous-bénéficiaires, des partenaires du secteur de l'EAH et des agents de santé publique.

Faire en sorte que les choses restent simples et non prescriptives, obtenir un soutien et des budgets institutionnels et laisser les partenaires locaux élaborer leur propre programme d'apprentissage sont autant d'éléments qui ont été très importants pour le succès de l'établissement de plateformes d'apprentissage en temps réel.

Pour obtenir un complément d'informations, veuillez contacter Hakim Hadjel : hakim.hadjel@wsscc.org. Le KSHIP a élaboré son propre Guide de mise en œuvre RTEL que le lecteur trouvera ici : www.communityledtotalsanitation.org/resources/how-manual-k-ship-real-time-learning-approach

Enquêtes de suivi post-mise en œuvre (acronyme anglais PIMS) : WaterAid utilise des PIMS pour s'assurer de la viabilité à long terme des interventions après la mise en œuvre d'un projet. Les enquêtes se déroulent au niveau communautaire et aussi au niveau des ménages, au moyen de la plateforme mWater. Les résultats servent ensuite à adapter les programmes et approches futurs pour les rendre plus durables et plus performants. Chaque équipe nationale réalise une PIMS durant des cycles stratégiques de cinq ans. L'utilisation de mWater a rationalisé le processus de suivi, augmenté la qualité des données et permis leur géolocalisation, ce qui facilite le partage et l'utilisation des résultats (WaterAid, 2018).

Système national d'information de gestion NSMIS en Tanzanie : Le ministère tanzanien de la Santé, du Développement communautaire, du Genre, des Personnes âgées et de l'Enfance s'est associé avec le programme de l'USAID intitulé Eau pour l'Afrique par le biais d'un appui institutionnel et au leadership pour déployer un système national d'information de gestion sur l'assainissement (acronyme anglais NSMIS). Alors qu'elle dépendait auparavant d'un système sur papier, désormais, avec le nouveau NSMIS, la collecte des données au niveau des ménages, des quartiers et des villages reste la même mais au niveau du conseil, les données sont téléchargées électroniquement. Cela a transformé la façon dont les données sont collectées, stockées et analysées. Cela donne également aux décideurs le moyen d'accéder aux informations partout et à tout moment et d'appuyer les processus de planification, d'allocation des ressources et de renforcement des capacités à différents niveaux (Gevorgyan et Mwakitalima, 2018). Le ministère a également mis au point un portail web accessible à tous qui permettra aux organisations de la société civile, au grand public et aux autres interlocuteurs du ministère d'avoir un éclairage supplémentaire sur les statistiques relatives à l'assainissement national. Le portail web mettra ces informations à la disposition de nouveaux groupes de parties prenantes.

Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter Alayne Potter : Alayne_Potter@walis.org

Suivi lié au genre : Plan International a mis au point un formulaire de visite de terrain qui permet de recueillir des données supplémentaires lors des visites de suivi auprès des ménages concernant le genre, l'âge, les grossesses et le nombre d'enfants. L'outil utilisé en Tanzanie a permis d'identifier les groupes vulnérables et de vérifier les progrès de ces groupes ; il permet aussi de mieux cibler les activités de microfinancement et de marketing de l'assainissement (voir IDS, 2018a et Plan International, 2014).

Intégration des approches et programmation adaptative

Engagements 1 et 8

Les récentes données probantes suggèrent que ni l'ATPC ni les approches d'assainissement fondées sur le marché ne pourront donner de bons résultats partout et pour tous, tout le temps (USAID, 2018a et USAID 2018b). Il est donc impératif de tourner le dos aux interventions isolées. Nous devons de ce fait apprendre à mieux contextualiser les approches et à les intégrer, le cas échéant.

Conseils pratiques sur la programmation pour l'assainissement rural : WaterAid, l'UNICEF et Plan International sont en passe de démarrer un projet pilote d'orientation pour monter des programmes sectoriels d'assainissement rural à grande échelle qui encouragent des approches flexibles et adaptatives.

Renonçant à une démarche uniforme, les recommandations préconisent que les approches utilisées soient impulsées par le contexte et fondées sur la preuve, souples et adaptatives, y compris des activités de restitution rapide pour faciliter l'ajustement des approches lorsque cela s'impose (WaterAid, Plan International et UNICEF, à paraître).

Intégrer les approches : Au Nigéria, WaterAid a promu le Cadre émergent sur l'assainissement total durable. Le cadre intègre un soutien ciblé destiné aux acteurs du côté de l'offre (soutien aux entreprises, activités de financement et de commercialisation) à des interventions efficaces et transformatrices de génération de la demande (y compris l'ATPC, des activités de communications, d'éducation et d'information, ainsi que la promotion d'un changement de comportement et de bonnes pratiques d'hygiène) tout en travaillant au soutien d'un environnement favorable (Akwunwa, non publié).

Au Burkina Faso, l'Assainissement total piloté par les leaders est utilisé en complément des interventions ATPC et pour générer des initiatives locales de levée de fonds. Les leaders locaux ont engagé leurs propres ressources pour soutenir l'élan vers l'obtention du statut FDAL (WaterAid, 2013).

Comment aller de l'avant

Pour traduire les défis et les initiatives possibles, cinq zones prioritaires d'action ont été identifiées qui touchent à chacun des engagements. Ce sont des défis cruciaux qui ont besoin d'être traités de manière à accroître l'échelle et la vitesse des progrès.

Se concentrer sur les plus pauvres et les plus marginalisés

Bien que de nombreux pays aient toujours de fortes proportions de leur population sans assainissement amélioré et ne soient donc pas encore au stade du « dernier kilomètre », il est essentiel de mettre en place des stratégies pour les plus pauvres, les plus marginalisés et ceux qui sont les plus difficiles à toucher. Il est important que ces groupes soient considérés dès maintenant de façon à ne pas être oubliés dans la liste des priorités à mesure de nos progrès vers 2030.

Une première étape importante consiste à **identifier les communautés et les ménages qui relèvent du « dernier kilomètre »**. Cela nécessite de réfléchir à la programmation actuelle et de déterminer quelles sont les populations qui n'ont pas encore d'accès aux services ou qui ne sont pas en mesure de conserver des pratiques d'assainissement et des comportements d'hygiène améliorés.

La deuxième étape consiste à **recueillir des informations sur le nombre de personnes concernées**. La collecte d'informations sur la charge de morbidité et les coûts associés de l'inaction peut contribuer à soutenir les efforts de plaidoyer.

La troisième étape consiste à **reconnaître le « dernier kilomètre » dans les politiques, les lignes directrices et les processus de programme**. Il peut s'agir :

- D'allouer des capacités en ressources humaines et un budget pour atteindre le « dernier kilomètre » ;
- De promouvoir une coordination efficace entre les pouvoirs publics et les partenaires pour faire en sorte que les ressources soient réparties dans tout le pays et certaines régions pour accroître la couverture et la portée ;
- D'élaborer des stratégies précises pour les groupes difficiles à toucher. Cela peut se faire aux niveaux infranational, national, voire même régional, là où les problèmes sont de nature comparable et les solutions locales sont limitées ;
- De travailler avec des organisations spécialisées qui connaissent déjà bien les questions pertinentes et qui savent comment communiquer et travailler avec les groupes vulnérables ;
- De suivre les progrès et les résultats dans les groupes du « dernier kilomètre » ;
- De faire en sorte que les groupes du « dernier kilomètre » soient ciblés dans les visites de suivi ;
- De partager les enseignements, les études de cas et les innovations.

Il n'y a que peu de meilleures pratiques bien documentées sur la meilleure façon de mettre en œuvre un programme dans les zones touchées par un conflit ou l'insécurité ; toutefois, ces zones doivent être prises en compte dans les stratégies, les plans et les programmes et c'est donc là un domaine qui nécessite une attention absolue.

Améliorer les budgets

Aux termes de la Déclaration de Ngor, les pays se sont engagés à établir et surveiller des lignes budgétaires qui augmentent annuellement à un minimum de 0,5 pour cent du PIB. Pour y parvenir, parmi les actions proposées, on peut citer :

- Le chiffrage des activités par le biais de notes d'informations budgétaires et d'analyses chiffrées.
- Un plaidoyer aux niveaux national et infranational afin de mettre en place des lignes budgétaires dédiées.
- La mise en avant des bienfaits économiques offerts par un accès universel à un assainissement géré en toute sécurité et la perte de PIB qu'entraîne l'inaction (c-à-d. un discours sur l'économie de l'assainissement (WSP, 2018)).
- Lorsque les ressources intérieures existent, les mobiliser à des fins de planification, de développement des ressources humaines, de mise en œuvre et de suivi continu.

Progresser le long de l'échelle d'assainissement

Donner corps au marché : les pouvoirs publics et les partenaires du développement devraient créer un environnement propice au monde des affaires pour accélérer la mise à l'échelle des initiatives d'assainissement fondées sur le marché et pour abaisser le coût des produits d'hygiène et d'assainissement tout en associant le secteur privé à la création de la demande.

Des solutions favorables aux pauvres : Étudier les différents segments du marché et promouvoir différentes options pour progresser le long de l'échelle d'assainissement et d'hygiène. Des données probantes suggèrent que les populations rurales en Afrique subsaharienne ont peu de chance de pouvoir accéder à des produits abordables d'assainissement et d'hygiène dans un avenir proche (Robinson, 2018). Entre-temps :

- Identifier, renforcer et promouvoir des solutions technologiques locales – y compris celles qui rendent les toilettes accessibles aux personnes âgées ou souffrant d'un handicap.
- Envisager la modernisation progressive des installations non améliorées existantes.
- Examiner les options d'hygiène.
- Améliorer l'accessibilité financière, notamment des solutions financières efficaces susceptibles de toucher un grand nombre de personnes, y compris le « dernier kilomètre ».

Suivi

Les stratégies, définitions et protocoles nationaux, ainsi que les systèmes de suivi devront probablement être passés en revue et modifiés à mesure que le niveau de service recherché augmente. Il faut englober l'équité, le genre et la progression le long de l'échelle dans les systèmes de suivi. Le suivi de la viabilité à long terme post-FDAL est également requis. Il faut aussi rendre les données accessibles au public pour que les parties prenantes puissent y répondre. Les données devraient être restituées aux régions et districts afin d'améliorer le ciblage. Cela nécessitera une planification et l'établissement d'un budget.

Par ailleurs, il est important de contrôler (ou de vérifier) le suivi (p. ex. capacités, ressources, utilisation des systèmes) pour garantir la fiabilité des données. Des vérifications ponctuelles systématiques sont recommandées afin de garantir l'exactitude des données recueillies.

Apprentissage, recherches et programmation adaptative

Il faut effectuer des recherches sur les points suivants :

- Le « dernier kilomètre », afin de mieux quantifier et comprendre ces groupes et d'identifier les obstacles qui entravent leur utilisation des options d'assainissement amélioré ;
- Des solutions durables, localement disponibles ;
- Des façons de modifier les normes sociales et les comportements à long terme.

Apprentissage : Les initiatives mondiales de gestion des connaissances doivent aussi reconnaître les priorités des pouvoirs publics, des pays et des régions où elles travaillent et cibler les responsables politiques et les praticiens lors de la dissémination. Mieux communiquer avec les pays francophones et exploiter les réseaux francophones et lusophones – cela englobe la documentation et l'évaluation des pratiques prometteuses dans les pays francophones en veillant toujours à ce que les francophones soient mieux impliqués dans les discussions mondiales. La traduction et la dissémination de documents pertinents qui n'existent pour l'heure qu'en anglais constituent des mesures à effets rapides.

Programmation adaptative : Il faut se montrer moins dogmatique à propos des approches qui sont utilisées (fondées sur le marché/impulsées par la communauté, etc.). Éviter les politiques et les pratiques rigides qui ne promeuvent qu'une seule approche. Différents contextes nécessiteront une combinaison d'interventions. Encourager la flexibilité et l'adaptabilité. Les programmes doivent être conçus et adaptés pour répondre aux besoins et aux priorités du groupe cible.

Pour conclure

Alors que la communauté de l'assainissement en Afrique se rassemble à l'occasion d'AfricaSan 5, nous espérons que nous saurons saisir l'occasion de redynamiser les engagements pris envers ceux qui sont encore privés du droit humain fondamental d'accéder à des installations d'assainissement et d'hygiène. Il faut à présent que les responsables politiques, les bailleurs de fonds et les partenaires du développement et des connaissances se réunissent pour :

- Se concentrer sur les plus pauvres et les plus marginalisés ;
- Mieux comprendre les implications en termes de coûts afin de préparer des budgets adéquats et réalistes ;
- Faire accéder tout le monde à un assainissement géré en toute sécurité ;
- Surveiller les progrès, ventiler les données et les partager ;
- Apprendre, adapter et innover.

Les coordonnées des chercheurs et/ou les publications ont été citées là où c'était possible. Pour obtenir un complément d'informations sur les exemples décrits dans cette publication, veuillez adresser un mail à la Knowledge Hub à CLTS@ids.ac.uk qui vous mettra aussi en relation avec les parties prenantes concernées, le cas échéant.

Bien que ce recueil soit axé sur l'Afrique, nous espérons que les idées et les exemples présentés dans cette publication sont aussi pertinents pour d'autres praticiens qui travaillent en dehors du continent. N'hésitez pas à nous donner votre avis.

Références

- AMCOW (à paraître, 2019a) *Monitoring the Ngor Commitments on Sanitation and Hygiene: Report from the Sub-Regional Meeting for Eastern Africa*
- AMCOW (à paraître, 2019b) *Monitoring the Ngor Commitments on Sanitation and Hygiene: Report from the Sub-Regional Meeting for Southern Africa*
- AMCOW (à paraître, 2019c) *Monitoring the Ngor Commitments on Sanitation and Hygiene: Report from the Sub-Regional Meeting for Western Africa*
- AMCOW (à paraître, 2019d) *Monitoring the Ngor Commitments on Sanitation and Hygiene: Report from the Sub-Regional Meeting for Central Africa*
- Bevan, J. (2018) *Developing a Beach and Island Sanitation Strategy*, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resources/videos/developing-beach-and-island-sanitation-strategy>, (consulté le 21 décembre 2018)
- Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. (2015) « Durabilité et ATPC : État des lieux », Aux Frontières de l'ATPC : *Innovations et Impressions* Numéro 4, Brighton : IDS, http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Frontiers4_Sustainability_o.pdf (consulté le 24 janvier 2019)
- Chambers, R., Mishra, V. et Myers J. (2018) *Convening and Facilitating Rapid*

Action Learning Workshops for the Swachh Bharat Mission-Gramin (SBM-G), WSSCC, Delhi, http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/RAL_guidance_note_2018.pdf (consulté le 21 décembre 2018)

- Coombes, Y., Hickling, S. et Radin, M. (2015) *Investment in Sanitation to Support Economic Growth in Africa: Recommendations to the African Ministers' Council on Water (AMCOW) and Ministers of Finance, World Sanitation Programme*, <https://www.wsp.org/sites/wsp/files/publications/WSP-Investment-in-Sanitation-to-Support-Growth-Africa.pdf> (consulté le 10 janvier 2019)
- Département de la Santé du comté de Siaya et UNICEF, non publié, *Specific Sanitation Strategy for Communities in the Beaches and Islands, Lake Victoria, Siaya County, Kenya*
- Gevorgyan, A. et Mwakitalima, A. (2018) *Greater Self-Reliance by Building Value and Operation Effectiveness - WALIS* [présentation Powerpoint], Semaine africaine de l'eau, Libreville, Gabon
- Institute of Development Studies (2018a) « Atelier régional sur l'assainissement rural en Afrique australe et orientale » *Note d'apprentissage de la CLTS Knowledge Hub 4*, Brighton : IDS, <http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/ESA%20workshop%20brief%20FINAL%20FRENCH.pdf> (consulté le 21 décembre 2018)
- Institute of Development Studies (2018b) « Atelier régional sur l'assainissement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre : Note d'apprentissage » *Note d'apprentissage de la CLTS Knowledge Hub 5*, Brighton : IDS, http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/WCA%20workshop%20brief%20FINAL_FRENCH.PDF (consulté le 21 décembre 2018)
- ISF-UTS et SNV (2018) *Sanitation for All: A Comparative Study of Approaches to Leaving No-one Behind Across Five Countries*, http://www.snv.org/public/cms/sites/default/files/explore/download/snv_isf_sanitationforall-comparative-study.pdf (consulté le 21 décembre 2018)
- Kaitane, T.A. (2018) *Using 'Dialogue Circles' for Inclusive Sanitation in Malawi*, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resources/videos/using-dialogue-circles-inclusive-sanitation-malawi> (consulté le 21 décembre 2018)
- Ministère de l'Assainissement et des Ressources en eau (2018) *Guidelines for Targeting the Poor and Vulnerable for Basic Sanitation Services in Ghana, Republic of Ghana*, <http://globalcommunitiesgh.org/downloads/Guidelines%20for%20Targeting%20the%20Poor%20and%20Vulnerable%20for%20Sanitation%20Services%20in%20Ghana.pdf> (consulté le 21 décembre 2018)
- Plan International (2014) *Gender and Monitoring WASH Tool*, <https://www.plan.org.au/~media/plan/documents/resources/gwmt-march-2014.pdf> (consulté le 10 janvier 2019)
- Plan International et WEDC (2015) 'Dialogue Circle on Social Inclusion' Guidance Note, https://wedc-knowledge.lboro.ac.uk/resources/learning/EI_Dialogue_circle_on_social_inclusion_guidance_note.pdf (consulté le 21 décembre 2018)
- Rieiro, M. (2019) 'Emotional demonstrations (emo-demos) of handwashing with soap at vaccination centres', https://www.ircwash.org/sites/default/files/snv_emo_

demos_case_study_-_january_2019.pdf (consulté le 30 janvier 2019)

- Robinson, A. et Gnilo, M. (2016) « Promouvoir le choix : financement intelligent pour le développement de l'assainissement en milieu rural », dans P. Bongartz, N. Vernon et J. Fox (eds), *Un assainissement durable pour tous : Experiences, défis et innovations*, Rugby : Practical Action Publishing Ltd: 223-114 <https://www.developmentbookshelf.com/doi/pdf/10.3362/9781780449272.014> (consulté le 10 janvier 2019)
- Robinson, A. (2018) *Affordability Blocking the Sanitation Ladder in East and Southern Africa?*, <http://www.communityledtotalsanitation.org/blog/affordability-blocking-sanitation-ladder-east-and-southern-africa> (consulté le 21 décembre 2018)
- Simangolwa, W. M. (2018) *Sanitation Marketing for Improved Handwashing Technologies in Zambia*, <http://www.communityledtotalsanitation.org/resources/videos/sanitation-marketing-improved-handwashing-technologies-zambia> (consulté le 21 décembre 2018)
- UNICEF (2017) *Field Notes on Community Approaches to Total Sanitation, Learnings from Five Country Programmes*, New York : UNICEF, https://www.unicef.org/wash/files/2017_UNICEF_CATS_Field_Notes_II.pdf (consulté le 21 décembre 2018)
- USAID (2018a) *An Examination of CLTS's Contributions toward Universal Sanitation*, Washington, DC., Projet Water, Sanitation, and Hygiene Partnerships and Sustainability (WASHPaLS) de l'USAID, <https://www.globalwaters.org/resources/assets/washpals/examination-clts-contributions-toward-universal-sanitation> (consulté le 10 janvier 2019)
- USAID (2018b) *Scaling Market Based Sanitation: Desk review on market based rural sanitation development programs*, Washington, DC., Projet Water, Sanitation, and Hygiene Partnerships and Learning for Sustainability (WASHPaLS) de l'USAID <https://www.globalwaters.org/resources/assets/washpals/rural-mbs-desk-review> (consulté le 10 janvier 2019)
- Uytewaal, E. (2016) *Mapping Regional Capacity for Knowledge Management and Sector Learning in West and Central African Countries. Main Findings*, La Haye IRC, UNICEF, https://www.ircwash.org/sites/default/files/mapping_regional_capacity_for_kmsl_in_west_and_central_african_countries.pdf (consulté le 21 décembre 2018)
- Wamera, E. (2016) « Qui gère le processus post-FDAL au sein de la communauté ? Étude de cas du sous-comté de Nambale dans l'ouest du Kenya », dans P. Bongartz, N. Vernon et J. Fox (eds.) *Un assainissement durable pour tous : Experiences, défis et innovations*, Practical Action, Rugby.
- WaterAid (2013) *Leader-Led Total Sanitation*, WaterAid, Burkina Faso, <https://knowledgepoint.org/upfiles/1487770226411646.pdf> (consulté le 21 décembre 2018)
- WaterAid (2018) *Organisational and Monitoring and Accountability*, <https://washmatters.wateraid.org/organisational-monitoring-and-accountability> (consulté le 21 décembre 2018)
- WaterAid, Plan International et UNICEF (à paraître) *Practical Guidance for Rural Sanitation*
- Water and Sanitation Program (2018) *Economics of Sanitation Initiative*, <https://www.wsp.org/content/economic-impacts-sanitation> (consulté le 10 janvier 2019)

À propos de la série

Il s'agit d'une série de notes succinctes présentant des conseils pratiques sur des approches et des méthodes nouvelles et une réflexion sur des questions plus larges.

Nous nous réjouissons de recevoir vos commentaires, remarques et suggestions. Veuillez nous contacter sur clts@ids.ac.uk

Autres titres de la série

Tous les numéros sont disponibles sur

www.communityledtotalsanitation.org/resources/frontiers

Numéro 1 : Cole, B. (2013) « Développement d'un concept participatif pour l'assainissement »

Numéro 2 : Maulit, J.A. (2014) « Comment déclencher le lavage des mains avec du savon »

Numéro 3 : Wilbur, J. et Jones, H. (2014) « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous »

Numéro 4 : Cavill, S. avec Chambers, R. et Vernon, N. (2015) « Durabilité et ATPC : État des lieux »

Numéro 5 : House, S. et Cavill, S. (2015) « Rendre l'assainissement et l'hygiène plus sûrs : Réduire les vulnérabilités face à la violence »

Numéro 6 : Roose, S., Rankin, T. et Cavill, S. (2015) « Balayer le prochain tabou : L'hygiène menstruelle dans le contexte de l'ATPC »

Numéro 7 : Chambers, R. et Myers, J. (2016) « Normes, connaissances et usage »

Numéro 8 : Musembi, C. et Musyoki, S. (2016) « L'ATPC et le droit à l'assainissement »

Numéro 9 : Greaves, F. (2016) « L'ATPC dans les situations de post-urgence et les États fragiles »

Numéro 10 : House, S., Cavill, S. et Ferron, S. (2017) « Égalité et non-discrimination (EQND) dans les programmes d'assainissement à l'échelle »

Numéro 11 : Cavill, S., Mott, J. et Tyndale-Biscoe, P., avec Bond, M., Huggett, C. et Wamera, E. (2018) « Mobiliser les hommes et les garçons dans les programmes d'hygiène et d'assainissement »

Assainissement rural en Afrique : Défis, bonnes pratiques et moyens d'aller de l'avant

Pour arriver à un assainissement universel géré de manière sûre dans toute l'Afrique d'ici à 2030, il faut augmenter massivement la vitesse et l'ampleur des progrès accomplis. Alors que la communauté de l'assainissement en Afrique se rassemble à l'occasion d'AfricaSan 5, nous espérons que nous saurons saisir l'occasion de redynamiser les engagements pris envers ceux qui sont encore privés du droit humain fondamental d'accéder à des installations d'assainissement et d'hygiène. Ce numéro d'*Aux Frontières de l'ATPC* s'appuie sur les discussions qui ont eu lieu lors de deux manifestations régionales en Afrique en 2018, recensant les défis auxquels sont confrontés les agents de mise en œuvre des programmes (qu'ils soient fonctionnaires ou non gouvernementaux) à différents niveaux vis-à-vis des engagements énoncés dans la Déclaration de Ngor et de la réalisation d'un accès universel à un assainissement géré en toute sécurité. Une gamme d'initiatives qui se révèlent prometteuses pour relever ces défis sont présentées ici, ainsi que des actions prioritaires préconisées.

À propos de l'auteur

Jamie Myers est chargé de recherche de la CLTS Knowledge Hub, basé à l'Institute of Development Studies, Université du Sussex, au Royaume-Uni. Son attention se concentre sur les

approches d'apprentissage pour soutenir l'innovation et les bonnes pratiques de la programmation participative et communautaire en matière d'assainissement et d'hygiène et sur les politiques qui débouchent sur un assainissement durable et accessible à tous.



Illustration par Jamie Eke



Institute of Development Studies

à l'Université du Sussex, Brighton BN1 9RE Royaume-Uni

Web www.communityledtotalsanitation.org

Courriel CLTS@ids.ac.uk

Twitter [@C_L_T_S](https://twitter.com/C_L_T_S)

Tél. +44 (0)1273 606261

Fax +44 (0)1273 621202

IDS, société à but non lucratif à responsabilité limitée par garantie :

Société à but non lucratif immatriculée sous le numéro 306371 ; immatriculée en Angleterre sous le numéro 877338 ; N° de TVA GB 350 899914

Pour en savoir plus

Abonnez-vous à notre newsletter sur l'ATPC, partagez vos expériences et contribuez au site web de l'ATPC en adressant un mail à CLTS@ids.ac.uk